

CHANGE

SORTIE DE CRISE

PLUS VERTE ET SOCIALE

PROTÉGER LES PLUS VULNÉRABLES

PAPIER DE POSITION SUR LE COVID DU GROUPE DES VERTS

L'ESSENTIEL EN BREF

- Le présent document expose les revendications politiques majeures du groupe parlementaire Vert au sujet de la pandémie Covid-19.
- Pour le groupe Vert, préserver la santé physique et psychique et protéger les personnes vulnérables (p.ex. les seniors, la patientèle à risque et les personnes en situation de handicap ou en fuite) doivent être placés au cœur des mesures pour maîtriser la pandémie.
- Pour le groupe Vert, il convient d'accorder une plus grande attention aux femmes. Elles sont particulièrement touchées par la crise et ses conséquences.
- Le groupe Vert intervient pour que les (plus) petites entreprises, les indépendant-es, les actrices et acteurs culturels et les employé-es soient protégé-es le mieux possible des répercussions négatives de la crise.
- Le groupe Vert s'engage en faveur de propositions concrètes pour que la sortie de la crise accélère la transformation de notre société vers un avenir plus Vert et plus humain.
- Le groupe Vert requiert davantage de coopération et de solidarité internationales pour maîtriser la pandémie à l'échelle planétaire.
- Pour garantir l'acceptation sociale d'un vaccin, il est indispensable que les autorités informent de manière cohérente, claire et transparente sur l'autorisation, l'efficacité et les risques des vaccins. Les personnes qui choisissent de ne pas être vaccinées ne doivent pas subir de désavantages ou de pressions (sociales).

1. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Au printemps 2020, grâce à une action rapide et rigoureuse des milieux politiques et de la population, le nombre de cas de la première vague du Covid-19 a rapidement diminué, ce qui a évité une paralysie de nos hôpitaux. Grâce à une ample aide d'urgence du Conseil fédéral – décidée parfois sous la forte pression du Parlement – les répercussions socio-économiques de la crise ont pu être atténuées, du moins à court terme.

Malgré une bonne situation – et les mises en garde de la *Swiss National COVID-19 Science Task Force*, il n'a pas été possible d'éviter une 2^e vague en automne 2020. Les hésitations des autorités, la surcharge de systèmes importants pour freiner le virus ainsi que la pression des associations économiques ont rendu la 2^e vague nettement plus violente que la 1^{re} : au plus fort de cette 2^e vague, plus de 10'000 personnes par jour ont été testées positives. Par conséquent, le nombre d'hospitalisations et de lits en soins intensifs a été plus élevé qu'au printemps. 5'000 personnes sont d'ores et déjà mortes du coronavirus.

Alors que nous espérons actuellement que le nombre de cas, d'hospitalisations et de décès baisse, il convient de réfléchir à la suite. A la lumière des expériences des 2 premières vagues, le présent document résume comment le groupe Vert évalue la manière dont nous avons maîtrisé la pandémie et expose ses principales revendications quant au futur déroulement de la pandémie. L'attente d'un vaccin prometteur et sûr doit aller de pair avec une politique visant à freiner le virus et à soutenir les personnes concernées et les PME. Seule manière d'assurer la protection des personnes vulnérables et de l'économie.

1. **Pour les VERTS, la protection des personnes vulnérables doit être au cœur de la maîtrise de la pandémie.** Il s'agit d'accorder nettement plus d'attention à la situation des seniors, de la patientèle à risque, des personnes en fuite ou en situation de handicap. Aux yeux des VERTS, il est inacceptable que la protection de la santé physique et psychique soit subordonnée à de prétendus intérêts économiques. Les VERTS invitent le Conseil fédéral à présenter enfin une stratégie contraignante pour

freiner le coronavirus et à orienter ses mesures sur des objectifs chiffrés préalablement définis.

2. **Les VERTS poursuivent leur engagement afin de limiter les répercussions socio-économiques de cette pandémie sur la population.** Ces derniers mois ont à nouveau révélé à quel point les partis bourgeois ne défendent que les intérêts des grandes entreprises en laissant pour compte une grande partie de l'économie nationale – les (plus) petites entreprises, les indépendant-es, les employé-es, les actrices et acteurs culturels. Par conséquent, les VERTS requièrent notamment qu'en cas de chômage partiel, les petits revenus soient totalement indemnisés ainsi qu'un programme de soutien efficace aux secteurs durement touchés par la crise, comme la culture ou l'hôtellerie-restauration.
3. **Les VERTS font des propositions concrètes pour poser maintenant les jalons en vue d'un post-pandémie plus Vert et plus humain.** Leur plan en 3 points prévoit de doubler l'encouragement du courant renouvelable ainsi qu'un programme de formation et de reconversion et une offensive ambitieuse dans les soins et l'accueil extra-familial. Ce plan crée des emplois et de nouvelles perspectives et rend plus rapidement l'économie climat-compatible.
4. **Pour les VERTS, il est clair que l'isolationnisme national est inopérant et que nous ne réussirons à maîtriser la pandémie planétaire que grâce à la coopération et à la solidarité internationales.** Le déroulement de la crise jusqu'à nos jours a montré qu'il fallait y répondre par une réponse globale. La Suisse doit s'investir pour une maîtrise – énergique et multilatérale – de la crise, dont la principale préoccupation est la protection des droits humains, l'accès équitable aux vaccins, médicaments et soins médicaux et le soutien économique.

2. MESURES POUR FREINER LA PANDEMIE ET PROTEGER LA SANTE

Freiner efficacement la pandémie – et améliorer les conditions de travail du personnel soignant – est à court terme la seule possibilité d'assurer l'accès aux soins, de protéger les personnes vulnérables et de réduire au minimum les répercussions socio-économiques de la pandémie. Aux yeux des VERTS, il est nécessaire d'agir selon les 4 axes suivants.

2.1 STRATÉGIE DE LA CONFÉDÉRATION ET DES CANTONS POUR FREINER LA PANDÉMIE

Malgré les mises en garde réitérées de la *Swiss National COVID-19 Science Task Force*, il n'a longtemps pas été possible de stopper l'augmentation constante du nombre de cas depuis l'été. Tant les cantons que la Confédération y ont longtemps réagi de manière très hésitante. Comparée à ses voisins, la Suisse continue – malgré une situation épidémiologique tendue – à n'émettre que peu de restrictions. Dans l'intervalle, la courbe ascendante a certes pu être stoppée ou du moins freinée, la stratégie de la Suisse a cependant des répercussions majeures sur la santé de la population et les activités socio-économiques.

Les hésitations de la Confédération et des cantons semblent être dues notamment à la forte pression des associations économiques et des partis bourgeois ainsi qu'à la peur de répercussions économiques prétendument négatives de restrictions (trop) draconiennes. De surcroît, malgré les expériences de la 1^{re} vague, certaines erreurs opérationnelles ont favorisé la nouvelle propagation du virus (traçage des contacts surchargé et inefficace, lenteur de l'envoi des codes COVID et des tests, inefficacité du système de déclaration, etc.)

Revendications du groupe Vert :

- **La crainte de conséquences prétendument négatives n'empêche pas de prendre des mesures épidémiologiques pertinentes ni les retarde. Une recrudescence incontrôlée du virus cause non seulement des maladies et décès évitables, mais coûte plus cher à l'économie qu'une stratégie efficace pour le freiner.** Il convient de gérer avec prudence la pandémie, sans relâchement prématuré.
- **Le Conseil fédéral présente enfin une stratégie contraignante pour freiner le coronavirus et orienter ses mesures sur des objectifs chiffrés préalablement définis (p.ex. nombre de cas ou taux de reproduction).** La définition des objectifs et des mesures s'appuie davantage sur les recommandations de la *Swiss National COVID-19 Science Task Force*.
- La mesure la plus efficace pour freiner le coronavirus reste la stratégie basée sur le test, traçage, isolement et quarantaine (TTIQ). Confédération et cantons veillent enfin à l'exécuter de manière rigoureuse. Ils assurent que nous ayons suffisamment de tests, que les tests soient effectués, que leurs résultats soient rapidement connus et que le traçage des contacts devienne nettement plus efficace et rapide. Il s'agit d'éviter absolument que le traçage soit à nouveau surchargé. Les stratégies de freinage s'inspirent également des expériences faites à l'étranger.
- Les réactions des autorités en vue de maîtriser la pandémie de Covid-19 sont soigneusement examinées par les Commissions de gestion (CdG) de l'Assemblée fédérale, afin d'en tirer des enseignements pour les crises futures. Cet examen porte notamment sur les efforts de préparation, les mesures de lutte, la collaboration entre la Confédération et les cantons ainsi que sur l'approvisionnement en médicaments, produits médicaux et matériel de protection.

2.2 PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES

Différents groupes de la population sont – pour des raisons sanitaires, sociales ou économiques – particulièrement touchés par la crise actuelle. En font partie les seniors, la patientèle à risque, les personnes en fuite ou en situation de handicap. **Aux yeux des VERTS, il est clair que la protection de ces personnes doit être au cœur de la maîtrise de la pandémie et non subordonnée à de prétendus intérêts économiques.**

Beaucoup d'expert-es pensent que les conséquences de la pandémie – chômage, peurs existentielles, manque de contacts sociaux – augmentent le risque de *problèmes psychiques* pour certains groupes de la population. Visites interdites, solitude et isolement peuvent créer des situations éprouvantes pour les personnes en EMS. On s'attend également à des répercussions à moyen et long terme chez les enfants et les jeunes. Enfin les expert-es craignent une augmentation des (tentatives de) suicides.

De surcroît, les *personnes en situation de handicap* sont également particulièrement touchées par la pandémie. La 1^{re} vague a notamment montré que les autorités n'ont pas suffisamment tenu compte de leurs besoins en prenant des mesures ou en informant. Enfin, la crise a également des répercussions particulières pour les *personnes en fuite* – chez nous et à l'étranger. La situation sanitaire dans de nombreux camps de réfugié-es dans le monde – et aux frontières extérieures de l'Europe – est catastrophique. De même en Suisse, différents cas ont montré que les mesures de protection de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans les centres fédéraux ou cantonaux ne sont pas suffisamment mises en œuvre et que certains droits fondamentaux ont été inutilement restreints.

Revendications du groupe Vert :

- **Il convient de réaliser un suivi des répercussions de la crise sur la santé psychique.** De plus, les recommandations de l'étude commandée par l'OFSP¹ sont mises en œuvre (notamment réduire les facteurs de risque structurels des maladies psychiques, mesures contre l'isolement, assurer l'accès à un soutien psycho-social et à une assistance psychiatrique ou psychothérapeutique, etc.)
- **L'OFSP examine sans tarder le plan d'action prévention du suicide et met sur pied un suivi national sur les suicides.** La Confédération met rapidement à disposition des principales institutions des fonds supplémentaires pour la prévention du suicide.
- **Les besoins des personnes en situation de handicap sont explicitement pris en compte dans la suite de la pandémie.** Il s'agit notamment des mesures et informations des autorités s'adressant directement à elles. Par ailleurs les organisations des personnes handicapées et les prestataires d'encadrement social et de soins de longue durée sont mieux intégrés pour maîtriser la pandémie. Au cas où, faute de place, il faudrait trier les patient-es aux soins intensifs, les personnes en situation de handicap ne sont pas discriminées.
- **Dans le domaine de l'asile, les directives et mesures de l'OFSP sont rigoureusement mises en œuvre et l'accès à la procédure d'asile assuré – même durant la pandémie.** Les transferts vers des États figurant sur la liste des risques de l'OFSP sont évités. Le groupe Vert rejette vigoureusement toute règle spécifique aux requérant-es d'asile qui retirerait leurs droits fondamentaux.
- **Pour mettre fin à la situation sanitaire inacceptable dans les différents camps de réfugiés, la Suisse augmente non seulement son aide sur place, mais surtout accueille rapidement davantage de personnes en fuite.**

2.3 CAPACITÉS DE NOTRE SYSTÈME SANITAIRE

Aussi bien la 1^{re} que la 2^e vague ont montré que les capacités de nos établissements hospitaliers – notamment les places en soins intensifs – peuvent rapidement être épuisées en cas d'irruption incontrôlée. Si les limites « techniques » – du moins selon les expériences de la 1^{re} vague – peuvent être rapidement relevées (nombre de lits, de respirateurs, etc.), ce n'est guère possible à court terme pour le personnel soignant. Le poids énorme reposant sur ses épaules est également dû à de vieux problèmes structurels.

Revendications du groupe Vert :

- Confédération et cantons assurent en étroite collaboration et au moyen d'une planification commune à l'échelle suisse qu'il y ait suffisamment de places et de personnel en soins (intensifs) en tout temps. **Il s'agit d'éviter absolument une paralysie des établissements hospitaliers.**
- Afin de soulager à court terme le personnel soignant et de reconnaître ses prestations exceptionnelles au cours de cette année, il convient de lui garantir, au choix, un mois de salaire supplémentaire ou de congé payé. Les dispositions de protection stipulées par la loi sur le travail ne sont pas à nouveau restreintes.
- Afin de remédier à moyen terme au manque de personnel soignant, ses conditions d'engagement sont améliorées. De plus, des mesures de reconversion ou de perfectionnement remédient au manque de spécialistes, et les établissements hospitaliers sont mieux dotés en personnel.

¹ BASS 2020: [Der Einfluss der COVID-19-Pandemie auf die psychische Gesundheit der Schweizer Bevölkerung und die psychiatrisch-psychotherapeutische Versorgung in der Schweiz](#). Erster Teilbericht. Étude mandatée par l'Office fédéral de la santé publique.

- Il convient à terme de penser le système de santé davantage comme une tâche publique, voire un service public, où le profit ou la rentabilité n'ont pas la priorité. Il y a lieu d'accorder aux capacités sanitaires en réserve davantage de poids qu'au désir d'utiliser au maximum les capacités.
- La crainte de faire faillite ou de perdre des revenus ne fait pas trop repousser les interventions électives et dépasser ainsi les capacités des établissements hospitaliers. Confédération et cantons prévoient des réglementations pour couvrir les pertes de revenus. Il faut également maintenir les soins médicaux pour la patientèle non-Covid en tout temps.

2.4 STRATÉGIE DE VACCINATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

La Confédération est déjà en train de négocier avec différents producteurs de vaccins ou a déjà conclu des conventions d'achat. Le Conseil fédéral a jusqu'ici approuvé un crédit de [400 millions CHF](#). L'OFSP escompte qu'il sera possible de se faire vacciner contre le coronavirus au cours du 1^{er} semestre 2021 déjà. Un vaccin efficace et sûr devrait se révéler une mesure importante dans la lutte contre la pandémie, pour autant que la population l'accepte et que la logistique nécessaire soit en place.

La course mondiale au vaccin fait que la demande devrait nettement dépasser l'offre, surtout dans un premier temps. C'est pourquoi on peut déjà prévoir aujourd'hui qu'en raison des quantités limitées à disposition, les pays en développement ou manquant de logistique vont se retrouver les mains vides. Riche pays industrialisé, la Suisse a la responsabilité de concourir à un accès équitable aux vaccins à l'échelle mondiale. La Confédération [participe à hauteur de 20 millions CHF](#) à l'initiative transfrontalière COVAX, qui va dans ce sens.

Revendications du groupe Vert :

- **Pour garantir l'acceptation sociale d'un vaccin, il est indispensable que les autorités informent de manière cohérente, claire et transparente sur l'autorisation, l'efficacité et les risques des vaccins**, qu'elles mettent gratuitement à disposition de la population.
- **Les personnes renonçant à se faire vacciner ne subissent aucun préjudice ni pression sociale. Le groupe Vert rejette la vaccination forcée.**
- Il incombe à la Confédération et aux cantons de soigneusement préparer la logistique complexe d'entreposage et de distribution des vaccins et de présenter suffisamment tôt une stratégie de vaccination, transparente et coordonnée au niveau national.
- La pression pour autoriser rapidement les vaccins ne se fait pas aux dépens des normes de sécurité existantes. Afin de mieux comprendre les effets (également secondaires) et les risques des vaccins, le Conseil fédéral lance un [programme national de recherche](#) de suivi ou finance une [étude longitudinale](#) à long terme.
- Les fabricants de vaccins ne sont pas exemptés des dispositions légales en matière de responsabilité.
- **La Suisse s'engage davantage pour que les pays en développement aient accès aux vaccins et médicaments.** Il faut au moins doubler les fonds octroyés jusqu'ici. Afin de garantir l'approvisionnement de tous les pays, la Suisse prend fait et cause pour la demande de [renoncer à certains droits de propriété intellectuelle \(PI\) durant la pandémie de Covid-19](#) négociée à l'OMC.

3. MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PANDEMIE

Ces derniers mois ont montré que la pandémie du COVID n'est pas seulement une crise sanitaire. La propagation du virus et les mesures pour la freiner ont causé toute une série de problèmes socio-économiques, que la politique se doit d'assumer.

3.1 RÉDUIRE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA CRISE

Lors de la 1^{re} phase de la pandémie, le Conseil fédéral a pris rapidement des mesures pour atténuer ses répercussions économiques. Il a fallu exercer une forte pression pour qu'ensuite le Parlement étende ces mesures d'aide et comble les lacunes du filet de sécurité. **Les discussions autour du soutien des cas de rigueur ou la tragédie des remises de baux commerciaux ont clairement montré que les partis bourgeois ne défendent que les intérêts des grandes entreprises, en laissant pour compte une grande partie de l'économie nationale – les (plus) petits entreprises, les indépendant-es, les employé-es, les actrices et acteurs culturels.** Le Conseil fédéral et le Parlement ont ainsi empêché que les mesures de soutien économique soient disponibles à temps pour la 2^e vague. Faillites, licenciements, chômage dont l'augmentation était évitable et l'absence de perspectives sont la conséquence directe de cette politique irresponsable.

Depuis le début de la crise, les VERTS se sont dépensés sans compter pour limiter les répercussions socio-économiques sur la population. Ce n'est qu'à ce prix que la population acceptera les restrictions imposées à la vie publique pour des raisons sanitaires.

Revendications du groupe Vert :

- **Comblent immédiatement les lacunes existantes dans le filet de sécurité.** En font partie l'indemnisation totale des petits revenus, une mise en œuvre rapide des rentes-pont pour les personnes proches de la retraite au chômage et un programme de soutien efficace et généreux aux secteurs durement touchés par la crise, comme la culture ou l'hôtellerie-restauration.
- **Les mesures d'aide sont maintenues durant toute la durée de la pandémie sans être à nouveau prématurément interrompues.**
- Bénéficier de l'aide sociale ne restreint pas le droit de séjour lors du déroulement ultérieur de la pandémie.
- D'autres plans de sauvetage de l'aviation sont soumis à des conditions strictes. En font partie des dispositions environnementales et des programmes de conversion pour le personnel.
- Les dépenses pour maîtriser la crise ne sont pas financées en démantelant d'autres domaines, ce qui ne ferait qu'aggraver la crise. En lieu et place, le groupe Vert mise sur le [prélèvement d'un supplément de solidarité de durée limitée sur les dividendes et les réserves d'apports de capital.](#)

3.2 RÉPERCUSSIONS SUR LES FEMMES* ET L'ÉGALITÉ

Dans différentes sphères existentielles, la pandémie influence l'égalité entre les genres et la situation des femmes. Dans plusieurs régions suisses, on constate avec préoccupation qu'au cours de cette année, les cas de violence domestique ont augmenté, tout comme l'hostilité envers les membres de la communauté LCBTIQ* sur les réseaux sociaux. De plus, la crise

du COVID-19 a encore aggravé l'inégalité des conditions de travail entre les genres. La surcharge de travail s'est nettement accrue, notamment dans les professions systémiques « typiquement féminines » du commerce de détail, des soins et de l'encadrement : par conséquent les femmes supportent le plus lourd tribut de cette crise sur leur lieu de travail. Il est également symptomatique que les comités de conseil COVID-19 soient majoritairement masculin, alors qu'on l'on sait pertinemment qu'une équipe mixte produit de meilleurs résultats. Enfin, le développement du télétravail a mis une nouvelle fois en évidence le rôle important que jouent l'encadrement extra-familial des enfants et l'école à journée continue.

Revendications du groupe Vert :

- **La Confédération et les cantons observent de près l'évolution de la violence domestique.** Les cantons font en sorte d'augmenter le cas échéant les capacités d'aide aux victimes.
- **« respect, plus de salaire, plus de temps » : ces revendications de la grève des femmes* sont – en pleine pandémie – plus importantes que jamais.** La politique trouve ici enfin des réponses et améliore rapidement les conditions de travail dans les professions dites « féminines ».
- L'encadrement extra-familial des enfants ressort renforcé de cette crise. Les efforts accomplis ces dernières années ne sont pas réduits à néant en raison de pertes de revenus ou de mesures de démantèlement.
- La Confédération s'engage à développer les écoles à journée continue.
- Les organes de conseil de la Confédération sont équilibrés question genres.

3.3 DROITS DÉMOCRATIQUES

La pandémie a eu de graves répercussions sur l'exercice des droits politiques et la démocratie. Il s'avère ainsi de plus en plus difficile de récolter des signatures en faveur de référendums, initiatives populaires ou pétitions. De surcroît, différentes formes de campagne électorale ou de votation (podiums, stands, etc.) ne peuvent se dérouler que dans des conditions défavorables. Le droit de manifester a été sensiblement restreint, du moins lors de la 1^{re} vague. De tout temps, les VERTS se sont toujours voulus les champions de la participation démocratique et du développement des droits politiques. **Le groupe Vert est donc convaincu que la crise actuelle doit être mise à profit pour améliorer les instruments démocratiques et les développer.**

Revendications du groupe Vert :

- **Il est indispensable de maintenir les possibilités de récolter des signatures pour des référendums ou initiatives et que des restrictions sanitaires ne les remettent pas en cause.** Le Conseil fédéral est invité à réexaminer l'octroi de certains allègements, tels que geler ou prolonger les délais et à les mettre en œuvre.
- **Les personnes issues de la migration et les jeunes sont autant touchés par la pandémie que l'électorat suisse et devrait par conséquent avoir voix au chapitre sur les réponses politiques à de telles crises.** Le groupe parlementaire Vert continue donc à militer pour le droit de vote à 16 ans et pour l'aménagement du droit de vote et d'élection pour les personnes immigrées.
- Le droit de manifester joue un rôle très important en temps de crise car il permet à la population de faire parvenir ses revendications aux institutions politiques. Contrairement à la 1^{re} vague, il est possible d'y assurer une protection sanitaire, p.ex. via des plans de protection ou le port du masque. Par conséquent, le groupe Vert rejette toute nouvelle restriction au droit de manifester et plaide en faveur de l'autorisation de manifester sur la Place fédérale, même durant les sessions parlementaires.

- La diversité et l'indépendance des médias est primordiale pour exercer ses droits politiques et pour la démocratie en général. C'est pourquoi le groupe Vert réaffirme son engagement en faveur d'un encouragement adéquat des médias (en ligne également).
- Pour que le parlement puisse fonctionner, il faut par exemple rendre possible la téléparticipation aux séances en cas de maladie, quarantaine ou isolement.

3.4 COOPÉRATION ET SOLIDARITÉ TRANSFRONTALIÈRES

Lors de la 1^{re} vague, toutes les frontières européennes ont été fermées. La vie de nombreuses personnes ne se limitent plus à l'heure actuelle aux frontières d'un État, notamment dans les zones limitrophes. Les restrictions ont été radicales notamment pour les couples non mariés ou les familles binationales, ou pour les personnes frontalières qui travaillent dans un autre pays et ont été confrontées à beaucoup d'insécurité. Par ailleurs, les expériences de cette 1^{re} vague montrent que lors de crises, les égoïsmes nationaux prennent rapidement le pas sur la collaboration et la solidarité internationales et que même au sein de l'Union européenne des pays durement touchés ont été laissés sur le carreau. Enfin, en politique extérieure, la Suisse a raté l'occasion de renforcer son rôle au sein de la communauté internationale en repoussant notamment les attaques politiques du gouvernement Trump contre l'OMS, voire en les condamnant.

Revendications du groupe Vert :

- **L'isolationnisme national n'est pas opérant : nous ne réussirons à maîtriser la pandémie planétaire que grâce à la coopération et à la solidarité internationales.** La Suisse s'investit pour une maîtrise – énergique et multilatérale – de la crise, avec pour principale préoccupation la protection des droits humains – dont le droit à la santé physique et psychique, l'accès équitable aux vaccins, médicaments et soins médicaux et le soutien économique. La Suisse s'engage à renforcer les instances onusiennes compétentes, notamment l'OMS et relève nettement son budget pour la coopération au développement.
- **Les États et régions durement touchés sont – si nécessaire – soutenues avec du matériel médical et du personnel soignant. Des ressources sensibles, comme les lits en soins intensifs, sont mis à disposition de nos voisins en cas de risque de surcharge de leurs hôpitaux.**
- **Il y a lieu en particulier de tenir compte des régions frontalières.** Il faut absolument éviter de nouvelles fermetures généralisées des frontières et maintenir les transports publics transfrontaliers, dans le respect des mesures sanitaires.

3.5 NUMÉRISATION

Ces derniers mois ont mis en évidence les chances mais aussi les dangers de la numérisation. Pour de nombreuses employées et employés, le télétravail régulier est une expérience nouvelle – et tout à fait positive. De même, les établissements de formation ont pu rassembler une riche expérience en matière d'enseignement à distance. Même si ce dernier peut très bien compléter l'enseignement traditionnel, il ne saurait complètement remplacer les interactions sociales et personnelles. Durant le semi-confinement de ce printemps, les progrès cognitifs des plus jeunes ou des élèves en difficulté se sont ralentis lors de l'enseignement en ligne. Ce qui est également problématique est que les écarts entre les enfants et les jeunes ont nettement augmenté. De même, la demande croissante pour le commerce en ligne ou l'économie des plateformes peut avoir des conséquences négatives, pour l'environnement et les employé-es.

Les données numériques jouent – l'actuelle pandémie est à ce point exemplaire – un rôle croissant pour le pilotage politique. Les autorités doivent toutefois nettement améliorer la récolte, le traitement et la publication des données et étendre les bases de données. Seule manière de pouvoir réagir rapidement et factuellement à la pandémie. Il s'agit également bien sûr de protéger complètement la vie privée et de réduire la consommation d'énergie et de ressources.

Revendications du groupe Vert :

- **Il convient d'éviter le plus longtemps possible une fermeture généralisée des écoles (primaires) et des établissements de formation supérieure. Dès que ce n'est plus possible, il faut impérativement prévoir des offres complémentaires ou de soutien pour les élèves en difficulté, pour garantir un accès équitable à la formation.**
- Le groupe Vert soutient le développement et l'encouragement des infrastructures numériques, dans l'administration et les établissements de formation. Pour ces derniers, l'enseignement à distance ne remplace pas l'enseignement en présentiel, mais le complète à bon escient.
- Le groupe Vert soutient les efforts pour un recours accru au télétravail au coworking, pour autant que les conditions de travail des employé-es en ressortent améliorées et que la protection de la santé des employé-es ne se détériore pas. La Confédération commande en outre des études sur ses répercussions sur la mobilité, l'aménagement du territoire et la construction de logement.
- Les dispositions légales en matière de droit du travail et de protection sociale des employé-es s'appliquent sans restriction à l'économie des plateformes.
- **Afin de piloter efficacement les mesures sanitaires, il y a lieu de compléter le système de déclaration, le recensement des données et leur traitement par la Confédération, les cantons et les établissements hospitaliers, ainsi que de les améliorer et de les développer. Et accorder une attention particulière à la protection de la vie privée, notamment pour les données sensibles.**

4. UNE CHANCE DE CHANGEMENT : UNE SORTIE VERTE ET HUMAINE A LA CRISE

La pandémie a révélé crûment la vulnérabilité de notre économie. Nous devons non seulement en limiter les répercussions économiques (cf. chapitre 3.1), mais l'utiliser pour rendre plus rapidement notre économie et notre société plus écologiques et plus humaines.

Au vu des inégalités économiques croissantes et du dérèglement climatique persistant, nous devons trouver une issue plus Verte et plus humaine à cette pandémie.

De nombreux pays ont déjà lancé d'ambitieux programmes conjoncturels ou incitatifs tenant compte de la transformation écologique². De tels programmes créent des perspectives pour les employé-es, dont les secteurs subissent des changements structurels accélérés. Ils sont en outre créateur d'emplois et accélèrent la nécessaire transformation vers une économie plus Verte, respectant les limites planétaires en matière de charge environnementale. En Suisse de telles revendications n'ont jusqu'ici pas été entendues. Les mesures que la Confédération a prises jusqu'ici se limitent largement à maintenir les structures, voire à amortir les pertes économiques.

² cf. p.ex. [OECD-Policy-Brief « Making the green recovery work for jobs, income and growth »](#) (06.10.2020).

Revendications du groupe Vert :

- **Une rapide mise en œuvre du plan en 3 points, qui prévoit de doubler l'encouragement du courant renouvelable, ainsi qu'un programme de formation et de reconversion et une offensive ambitieuse dans les soins et l'accueil extra-familial.** Ce plan crée des emplois et de nouvelles perspectives tout en rendant plus rapidement l'économie Verte.
- Une rapide mise en œuvre du programme d'impulsion Covid dans les domaines de l'énergie et de la biodiversité et du programme d'impulsion Covid pour renforcer la résilience de l'économie et de la société. Ces programmes sont conçus de manière à répondre aux exigences d'une économie et d'une société durables et climat-compatibles et à contribuer ainsi à résoudre l'urgence climatique. Une rapide diminution des émissions CO₂ et de la consommation d'énergie, à l'instar du plan Climat des VERTS. **Il s'agit de ne pas oublier le dérèglement climatique même en temps de pandémie !**
- **Encourager davantage l'économie Verte.** Instaurer une économie circulaire est une grande opportunité pour la formation et la recherche suisses – nous devons maintenant jouer un rôle de pionnier dans cette crise. La transformation écologique de l'économie est une nécessité non seulement environnementale, mais également économique. Investir dans l'économie écologique crée des milliers d'emplois et assure la compétitivité des entreprises ayant leur siège en Suisse.
- Afin de répondre rapidement au réchauffement climatique planétaire et aux menaces pesant sur la biodiversité et les ressources naturelles, il convient de poser maintenant les jalons pour une économie agro-alimentaire durable. Pesticides, surfertilisation et élevage industriel ont conduit les paysannes et paysans dans une impasse. Une économie agro-alimentaire durable leur apporte de nouvelles perspectives.
- Le réchauffement climatique entraînera également à l'avenir des effets négatifs sur la santé. Cela peut être dû, par exemple, à une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes ou à une détérioration des conditions environnementales. Le groupe des Verts demande au Conseil fédéral d'examiner et d'étudier ces phénomènes.